

**L'hon. M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur, j'ai précisé en maintes occasions que nous préconisons la reconnaissance d'une seule Chine et c'est la politique que nous suivrons à l'avenir.

**L'hon. M. Lambert:** Il fut un temps où vous pratiquiez une politique des deux Chine.

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** Cela signifie-t-il que le Canada priera l'ambassadeur de Taïwan de quitter le Canada et celui-ci en a-t-il été informé clairement?

**L'hon. M. Sharp:** De même que nous avons adopté une politique d'une seule Chine, nous reconnaitrons un seul gouvernement de la Chine et non point deux.

Je pense que l'ambassadeur de Formose, si nos négociations réussissent, reconnaitra ces faits.

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### QUÉBEC—DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE POUR LA RÉNOVATION DE LA ROUTE DE CEINTURE GASPÉSIENNE

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Travaux publics.

Étant donné que le parc Forillon est situé à l'extrémité de la péninsule gaspésienne, le gouvernement participera-t-il à la rénovation de la route de ceinture gaspésienne, dont l'état ne permet pas la pleine mise en valeur des richesses touristiques et présente certains dangers au point de vue sécurité routière?

Le gouvernement du Québec a-t-il demandé au gouvernement fédéral de lui aider à financer le coût de rénovation de cette route?

[Traduction]

**L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics):** Monsieur l'Orateur, à cause des négociations déjà entreprises, je pense qu'il conviendrait mieux d'adresser la question à mon collègue le ministre de l'Expansion économique régionale.

[Français]

**M. l'Orateur:** L'honorable député d'Abitibi désire-t-il poser une question supplémentaire?

**M. Laprise:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale, cette fois, pour savoir si le gouvernement du Québec a demandé au gouvernement fédéral de lui aider à défrayer le coût des travaux d'une route de ceinture en Gaspésie, par suite de l'aménagement du parc Forillon?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, nous sommes encore à négocier. Au fait, nous commençons une nouvelle négociation du programme FRED, relativement au Bas-Saint-Laurent. Cette question sera sans doute étudiée au cours des négociations, mais actuellement aucune décision, ou aucune demande formelle n'a été faite.

### LES COMMUNICATIONS

#### TÉLÉSAT CANADA—LES SOUMISSIONS POUR LA CONSTRUCTION D'UN SATELLITE

[Traduction]

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Communications? Indiquerait-il à la Chambre quelle est la situation entre la compagnie American Hughes Aerospace et la compagnie RCA du Canada quant aux soumissions pour la construction d'un satellite pour Télésat Canada, et si une décision a été prise sur ce grave sujet?

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications):** Monsieur l'Orateur, il y a eu deux soumissions. Aucune décision n'a été prise.

### QUESTION POSÉE AU CABINET

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et a trait aux problèmes avec lesquels sont aux prises le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et le secrétaire d'État. Dirait-il à la Chambre s'il y a eu lavage de cerveaux pendant la réunion du cabinet ce midi?

**M. MacInnis:** Impossible, il n'y en avait aucun!

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### L'INFLATION—LES PROVINCES ET LE PLAFOND DE 6% POUR LES HAUSSES SALARIALES

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, il n'y a pas que le temps qui soit chaud et humide. J'ai une question pour le ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que le premier ministre de la province de Québec a rejeté récemment la limite de 6 p. 100 pour les hausses salariales et que, d'après un journal torontois publié hier soir, le premier ministre de l'Ontario aurait déclaré qu'elle ne donnerait rien sans le contrôle des prix, le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement ou la Commis-